

CE MONDE QUI BOUGE

Que fait encore l'Algérie dans la Ligue arabe ?

Après que la Ligue arabe eut classé vendredi dernier le Hezbollah «organisation terroriste», la question se pose de ce que fait encore l'Algérie dans cette institution dont la quasi-totalité des membres, excepté le Liban et l'Irak, obéit le doigt sur la couture du pantalon aux injonctions de l'Arabie Saoudite et ses alliés du Golfe.



Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

En qualifiant le Hezbollah de terroriste alors qu'il est membre du gouvernement libanais et qu'il dispose d'élus à la Chambre des députés, la Ligue arabe, sous la pression de Riyad et de ses alliés, a pris une décision lourdement dangereuse pour la région. En effet, elle ne s'est pas seulement alignée sur la politique du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, elle va plus loin. D'abord, elle conforte Israël qui a de tout temps qualifié le Hezbollah de mouvement «terroriste». Ensuite, elle légitime a posteriori les guerres menées par Israël contre le Hezbollah avant et durant l'été 2006. Enfin, la décision de la Ligue arabe est une invitation à Israël d'agresser le Liban : en effet, Benjamin Netanyahu peut désormais s'en prévaloir pour justifier une nouvelle intervention militaire au Liban. C'est d'ailleurs au nom de cette logique «anti-terroriste» que l'armée israélienne intervient de temps à autre en Syrie prétextant une présence de combattants chiites libanais à ses frontières. N'oublions pas également que c'est au nom de cette même logique «antiterroriste» qu'Israël occupe la Cisjordanie et poursuit la colonisation des territoires palestiniens.

Ajoutons que la décision de la Ligue arabe met de nombreuses parties libanaises dans une posture intenable : elles sont tout simplement sommées de se déterminer vis-à-vis du Hezbollah, voire à prendre des mesures contre ces « terroristes », y compris contre les ministres et les députés appartenant à cette composante de l'échiquier politique libanais. Comment s'y prendraient-elles au risque de provoquer un conflit généralisé quand on sait que le Liban a connu une guerre civile ayant fait plus de 200 000 morts entre 1975 et 90 ! Et dans ce cas, l'Otan sunnite (cette coalition militaire mise en place par Riyad, voir chronique de jeudi dernier) ira-t-il jusqu'à s'allier à Israël pour en finir avec le Hezbollah ? Et la Russie présente sur le terrain laissera-t-elle ses alliés se faire massacrer sans réagir ? En bref, comme on le voit, la Ligue arabe dont certains Etats membres, les pétromonarchies en l'occurrence, ont remis leur sécurité entre les mains des Etats-Unis, n'est pas à une stupidité près.

Face à cela, l'Algérie a exprimé une position s'inscrivant dans le cadre de la légalité internationale, dont Riyad et ses alliés se foutent comme de l'an mille, et selon laquelle les résolutions de l'ONU concernant les organisations terroristes «n'incluent pas les composantes politiques reconnues aux niveaux national et international et présentes sur la scène sociopolitique nationale». Ça se défend. Sans plus.

Dans le contexte régional actuel, caractérisé par une escalade des tensions entre l'Arabie Saoudite et l'Iran à propos de la Syrie et du Yémen, la Ligue arabe est de fait instrumentalisée à des fins qui n'ont rien à voir avec la préservation de la sécurité et de la paix régionale. Elle a déjà été instrumentalisée dans le cas libyen. C'est à la demande de la Ligue arabe que le Conseil de sécurité de l'ONU a donné son feu vert pour une intervention militaire en Libye. Et on voit ce que cela a donné. Dans ces conditions, le mieux pour l'Algérie est de se retirer d'une organisation qui est en train de se transformer en instrument de guerre, dominée par des Etats archaïques végétant dans un semblant de semi-modernité, une organisation qui n'a jamais servi le progrès social et la démocratie et où Alger n'a rien à gagner sinon des «emmerdes». D'aucuns affirmeront qu'un retrait de l'Algérie provoquerait un tollé, voire des remous, dans un pays où les Saoudiens et les pétromonarchies comptent de nombreux soutiens, notamment parmi la mouvance salafiste qui fait passer l'intérêt des Saoudiens avant l'intérêt national. Mais ça, les Algériens le savent...

H. Z.

MUSTAPHA MÉKIDÈCHE À LA CHAÎNE 3 :

«Il faut mettre fin au gaspillage»

«L'amélioration du management public, la révision des normes d'effectifs dans les administrations publiques et l'introduction d'une "modération salariale" constituent les points forts de la prochaine tripartite qui aura lieu en juin prochain.» C'est Mustapha Mékidèche, vice-président du Conseil national économique et social (Cnes), qui l'a annoncé hier lors de son passage sur les ondes de la radio nationale.

Ce consultant des questions économiques a plaidé, lors de son passage à l'émission «Invité de la rédaction», «pour une meilleure gestion des ressources de l'Etat». A ce titre, il appartient à l'Etat, a-t-il dit, «de donner l'exemple en rationalisant notamment ses dépenses et en rappelant à l'ordre ses secteurs les plus budgétivores utilisant une main-d'œuvre importante». Autrement dit, il a plaidé notamment pour «une lutte implacable au gaspillage».

Sur un autre plan, l'invité de la rédaction dénonce, par ailleurs, la persistance de certaines situations permettant à des étrangers et des nationaux de capter de grosses sources de devises, à l'exemple du préfinancement des importations qui fait que l'Algérie est l'un des rares pays au monde à payer ses importations avant qu'elles n'arrivent au port».

La même source a cité, aussi, le phénomène latent des longs stationnements des navires étrangers dans les ports avant le déchargement de leurs marchandises (surestaries), «obligeant à s'acquitter en leur faveur de fortes taxes et l'absence d'un pavillon maritime national, à l'origi-

ne d'une perte annuelle de quelque 4 milliards de dollars au profit d'armateurs étrangers».

Il rappelle aussi le «mauvais exemple» des importations massives d'automobiles, pour quelque 10 milliards de dollars, «ne générant, relève-t-il, ni une économie de sous-traitance, ni un sérieux réseau de maintenance».



Mustapha Mékidèche, vice-président du Cnes.

Insistant sur la nécessité de fermer les «robinets de la rente», M. Mékidèche appelle à libérer et à encourager les initiatives et à s'appuyer fortement

sur les économies de substitution en s'inspirant de l'exemple économique de l'«industrie industrialisante» des années 1970.

A. B.

APRÈS UN BREF SÉJOUR

À L'HÔPITAL MUSTAPHA

Le général Benhadid de nouveau à El-Harrach



Le général Benhadid.

Le général Benhadid a été de nouveau transféré dans sa cellule d'El-Harrach, après avoir été transporté quelques heures à l'hôpital Mustapha, pour un bilan général. Les médecins ont procédé à des examens très approfondis et ont fait le

point sur les maladies dont il souffre, a-t-on appris auprès de M^e Mecheri, l'un de ses avocats.

La même source nous a, par ailleurs, appris que Benhadid était très fatigué à ce moment-là. Il y a quelques jours, il avait reçu en prison la visite d'un professeur en médecine qui lui avait fait, lui aussi, subir une série d'examen.

Le prévenu venait à ce moment de suspendre une grève de la faim qui avait duré quinze jours en raison de la dégradation de son état de santé. Il faut savoir que le général Benhadid a été emmené à l'hôpital Mustapha quelques heures seulement après le refus par le juge d'instruction d'une mise en liberté provisoire.

Cette demande est la troisième du genre depuis son incarcération.

A. C.

SAHARA OCCIDENTAL

Énième appel à l'accélération du processus du référendum

Le ministre des Affaires étrangères sahraoui à Alger a lancé un énième appel au Conseil de sécurité des Nations-Unis pour l'aboutissement du processus d'un référendum. Selon Mohamed Salem Ouled Salek, le Maroc est désormais en confrontation avec l'opinion publique internationale.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Suite à la dernière réaction du Maroc après la visite de Ban Ki-moon au Sahara occidental, le Maroc, estime le ministre des AE sahraoui, doit dorénavant faire également face à l'opinion publique internationale qui se dresse contre ses ambitions coloniales. «Les attaques à l'égard du secrétaire général de l'ONU sont la

preuve de l'échec de la politique de la colonisation du Sahara occidental par le Maroc», a indiqué l'intervenant. Il a rappelé que le Maroc a entamé depuis le mois de septembre dernier une politique pour empêcher cette visite.

«L'opinion internationale dont les Nations-Unis savent que le peuple sahraoui veut son indépendance, nous ne sommes pas des Marocains, nous nous battons pour notre autodétermination que nous pouvons atteindre qu'avec un référendum dont le principe a été voté», a indiqué ce responsable hier lors d'une conférence de presse.

Ouled Salek qui a réitéré son appel pour l'organisation d'un référendum et faciliter la mission de la

Minurso prévient contre une éventuelle reprise de la lutte armée. Il appelle aussi à la libération de tous les détenus sahraouis.

«Ceux qui freinent et ralentissent le rôle de la Minurso, en l'occurrence la France et l'Espagne, pour l'aboutissement de ce projet, doivent prendre leur responsabilité à l'avenir, car nous risquons fortement de revenir au point de départ et prendre les armes», menace ce responsable sahraoui.

Selon lui, la politique engagée par le Maroc, en empêchant la dernière colonie de l'Afrique de retrouver son indépendance et son refus de respecter la légitimité internationale, est similaire au système de l'apartheid qu'a enduré l'Afrique du Sud.

S. A.